

DEPARTEMENT
de L'ISERE**Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Communautaire****CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 28 MAI 2013**

L'an deux mille treize et le vingt-huit mai, à 18 h 30, le Conseil Communautaire se réunissait en les locaux de la Communauté de communes des Vallons de la Tour - 22, rue de l'Hôtel de Ville, sur la convocation et sous la présidence de Monsieur Pascal PAYEN, Président.

Etaient présents :

MMES et MM. R. CORSAT, J. BOURDIC, A. ANNEQUIN, C. BROCHARD, P. BUISSON, D. FREMY, D. GRIGNON, G. GUILLAUD, A. BEJUIT, D. CEZARD, H. SCHIAVO, I. CRETIN-MAINA, J. GALLIEN, T. ARNAUD, G. BOUVIER, G. VITTE, P. PAYEN, G. CECILLON, C. MOREAU, F. CAPPE, B. VIVIER-MERLE, P. SCANNAPIEGO, J-M. PASTORELLI, R. MAGNE, P. ALLAGNAT, E. EGLAINE, M. SOULIER, M-C. FRACHON, J-P. GIRARD, S. PAPIRIS, L. MICHEL, M-T. CORNU, A. RICHIT, C. MARION, G. ROUCHY, G. TIRONNEAU, C. VAURS.

Excusés ou absents :

P. BOURDARET a donné pouvoir à D. GRIGNON
J-C. LABROSSE est remplacé par A. BEJUIT
C. ALBERT a donné pouvoir à L. MICHEL
J. MONNIER a donné pouvoir à A. RICHIT



Le Conseil, conformément à l'article L 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, désigne comme secrétaire de séance M. Laurent MICHEL.

Délibération n° 4112-13/96

OBJET : *Eau et Assainissement* – Service Public d'Assainissement Non Collectif : modification de la périodicité du contrôle de fonctionnement des installations

Vu l'avis favorable de la Commission Eau et assainissement du 08 avril 2013,
Vu l'avis favorable du Bureau communautaire du 13 mai 2013,

Monsieur Joël BOURDIC, Vice-président en charge de l'Eau et de l'assainissement, informe l'Assemblée que le Service Public d'Assainissement Non Collectif a été créé le 30 mars 2006. Lors de sa création, l'article 10 du règlement de service avait fixé la périodicité de contrôle de bon fonctionnement à 4 ans (conformément à la réglementation en vigueur à cette date).

La Loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques, du 30 décembre 2006, prévoyait, dans son article 54, que l'autorité territoriale compétente détermine la fréquence à laquelle elle procède au contrôle des installations d'assainissement non collectif, dans une limite ne pouvant pas excéder 8 ans.

La loi dite « Grenelle 2 », du 12 juillet 2010, indique que le contrôle périodique de bon fonctionnement est réalisé au moins une fois tous les 10 ans.

L'article 7, de l'arrêté du 27 avril 2012, ouvre la possibilité de moduler les fréquences des contrôles suivant le niveau de risque, le type de l'installation, les conditions d'utilisation ...

Suite à une réunion avec les syndicats voisins le 04 avril 2013, il a été décidé d'essayer de tendre vers une harmonisation des périodicités avec les SPANC limitrophes du périmètre territorial des Vallons de la Tour.

Les périodicités retenues pour les contrôles périodiques de bon fonctionnement sont les suivantes :

- 8 ans : installations d'assainissement non collectif (hors atteinte à l'environnement ou la salubrité publique) ;
- 4 ans : installations présentant un risque pour l'environnement ou la salubrité publique ;
- 1 an : contrôles effectués lors des ventes (art. 160 loi Grenelle II du 12/07/2010).

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré à la MAJORITE ABSOLUE (40 pour, 0 opposition, 0 abstention),

APPROUVE la modification des périodicités des contrôles périodiques de bon fonctionnement ;

AUTORISE le Président, ou en cas d'empêchement un Vice-président, à signer, au nom et pour le compte de la Communauté de communes, toute pièce de nature administrative, technique ou financière, nécessaire à l'application de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré le jour, mois et an qu'en tête.

Conformément aux dispositions du Code des Tribunaux administratifs et des Cours administratives d'appel, le Tribunal administratif de Grenoble peut être saisi, par voie de recours formé contre la présente délibération pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la date la plus tardive des deux dates suivantes :

- date de réception en Sous-Préfecture de l'arrondissement de La Tour du Pin (Isère) ;
- date de la publication et/ou notification.

Pour copie conforme.


Acte rendu exécutoire par :

- dépôt en Sous-Préfecture

le 06 JUIN 2013

- publication ~~et/ou notification~~

le 06 JUIN 2013

Le Président,

Pascal PAYEN